

A_2023_75

DP01602423X0004 Monsieur LEGRAND XAVIER RAVALEMENT DE FACADE

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE
AUSSAC VADALLE

Dossier n°DP01602423X0004

Date de dépôt : 16/03/2023
Demandeur : Monsieur LEGRAND XAVIER
Pour : RAVALEMENT DE FACADE
Adresse terrain : 0013 RUE DE LA FONTAINE,
VADALLE, 16560 AUSSAC-VADALLE
Références cadastrales : 0D-1445

ARRÊTÉ

de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de AUSSAC-VADALLE

Le Maire,

Vu la déclaration préalable déposée le 16/03/2023, par Monsieur LEGRAND XAVIER, demeurant 13 RUE DE LA FONTAINE, VADALLE, à AUSSAC-VADALLE(16560), enregistrée sous le numéro DP01602423X0004,

Vu l'objet de la décision :

pour : **RAVALEMENT DE FACADE**;
sur un terrain sis à 0013 RUE DE LA FONTAINE, à AUSSAC-VADALLE (16560)
cadastré : **0D-1445**

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu la Carte Communale approuvée le 15/11/2007, révisée le 03/01/2012, mise à jour le 25/01/2018 et le 23/02/2018 ;

ARRÊTE

Article 1

Les travaux décrits dans la déclaration susvisée peuvent être entrepris et sont soumis aux prescriptions mentionnées à l'article 2

Article 2

L'enduit devra être dans les tonalités pierre, sable ou ocre-clair à moyen, en rapport avec les coloris des enduits du bâti traditionnel qui favorise l'insertion architecturale et paysagère de la construction.
Les enduits de ton rosé, blanc, trop clair ou gris sont proscrits car ils rendent les constructions particulièrement visibles en les démarquant dans le paysage.

Fait à AUSSAC VADALLE, le 29 mars 2023

Le Maire,
M. LIOT Gérard

A blue circular stamp of the commune of AUSSAC-VADALLE, Charente, featuring a coat of arms and the text "MAIRIE D'AUSSAC-VADALLE" and "Charente". A large, dark ink signature of "LIOT" is written across the stamp.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R 424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :
installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours :

dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Lorsque le projet porte sur une construction, le bénéficiaire doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.